



COMMUNIQUE

Rencontre entre Renaissance Nationale (R.N), parti de la majorité présidentielle, et le Cadre de concertation des partis de l'opposition sur l'audit de la Liste Électorale Informatisée (LEI)

Le 29 novembre 2024, le siège du parti Renaissance Nationale (RN), membre de la majorité présidentielle, a accueilli une rencontre avec le Cadre de concertation des partis de l'opposition, conduit par Monsieur Eugène Azatassou, vice-président du parti Les Démocrates. Cette séance, organisée dans un esprit de dialogue et d'ouverture, visait à examiner la proposition d'audit de la Liste Électorale Informatisée (LEI) en vue des prochaines échéances électorales.

Un dialogue républicain pour la paix et la cohésion nationale

Dans son intervention, Monsieur Eugène Azatassou a souligné l'importance d'un consensus national de tous les partis politiques autour de l'audit de la LEI, affirmant qu'il s'agit d'une démarche essentielle pour renforcer la confiance des citoyens dans le processus électoral. Il a également plaidé pour un dialogue constructif afin de préserver la paix sociale et la stabilité politique du pays.

Engagement du RN pour la paix et le respect des lois

Prenant la parole, Madame Claudine Afiavi Prudencio, présidente du parti Renaissance Nationale, a réaffirmé avec force l'attachement indéfectible de RN aux principes de paix, d'unité nationale et de respect strict des lois de la République. Elle a rappelé que la majorité présidentielle, sous la conduite éclairée de Son Excellence, Monsieur le Président de la République, œuvre sans relâche pour garantir



des processus électoraux inclusifs, transparents et conformes aux dispositions légales en vigueur.

Tout en saluant l'initiative d'un audit, les responsables du parti RN ont tenu à souligner que toute démarche doit s'inscrire dans le respect des lois et institutions de la République. Ils ont exprimé des réserves sur la pertinence d'auditer la liste ayant servi aux élections de 2023, estimant qu'une telle initiative risquerait de détourner l'attention des enjeux futurs et pourrait être porteuse de germes crisogènes. Ils ont toutefois réitéré la disposition de RN à examiner toute proposition visant la LEI des élections générales de 2026, dans le cadre légal prévu.

Respect des textes et volonté d'unité

Les responsables du parti RN ont rappelé que le contrôle de la LEI est prévu par la loi électorale. Et ce contrôle ne pourrait s'effectuer qu'après extraction de la LEI qui intervient dans un délai de 120 jours avant les élections. Le parti RN reste attaché à cet échéancier légal et se dit prêt à accompagner, à ce moment-là, toute initiative visant à garantir une liste électorale crédible et conforme.

En recevant les termes de référence proposés par le Cadre de concertation, Madame Claudine Afiavi Prudencio s'est engagée à les examiner avec diligence et à leur fournir un retour. Cet engagement témoigne de la volonté de RN de participer activement à des débats apaisés, dans un esprit de dialogue républicain et de recherche permanente de consensus.

Une séance au service de la paix et de la stabilité

Cette rencontre s'est déroulée dans un climat marqué par la sérénité et la recherche d'unité. Elle illustre la maturité politique de RN, et sa mission de veiller au respect



des lois tout en favorisant le dialogue. Par cette démarche, le parti RN contribue à consolider la paix et la cohésion nationale, conformément à la vision du Chef de l'État, qui place la stabilité et l'harmonie sociale au cœur de son action.

À travers cette rencontre, RN a réaffirmé son rôle de garant de la paix, de la stabilité et du respect des lois républicaines.

La cellule de communication du Parti Renaissance Nationale

